



LES FRANÇAIS MUSULMANS DANS LA GUERRE D'ALGÉRIE

Author(s): Maurice Faivre

Source: *Guerres mondiales et conflits contemporains*, No. 177 (Janvier 1995), pp. 139-165

Published by: Presses Universitaires de France

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/25732221>

Accessed: 01-01-2017 18:33 UTC

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at
<http://about.jstor.org/terms>



Presses Universitaires de France is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to
Guerres mondiales et conflits contemporains

LES FRANÇAIS MUSULMANS DANS LA GUERRE D'ALGÉRIE

L'ouverture des archives des Services historiques, complétées par celles des Archives de France, des Affaires étrangères et d'outre-mer, apporte un éclairage nouveau sur l'évolution politico-militaire de la guerre, en ce qui concerne l'engagement des musulmans dans le camp français. Elle permet parfois de corriger les données précédemment connues des historiens¹, et de montrer en particulier que la politique d'engagement dans la guerre a évolué : prudente jusqu'en 1957, alors que le FLN a l'initiative sur le terrain, confiante en 1958-1960, lorsque

1. La participation des Français musulmans à la guerre d'Algérie a été commentée par tous les historiens de ce conflit : C.r. Ageron, Droz et Lever, P. le Goyet, H. le Mire, P. Montagnon, B. Stora, P. Tripiér, J. Valette. En ce qui concerne les supplétifs, par G. Pervillé dans la revue *L'Histoire*, M. Hamoumou dans la revue *Esprit*, N. d'Andoque dans *Paix et guerre en Algérie*, S. Abdelhaffif, M. Faivre et M. Roux dans *Hommes et migrations*, A. Meliani dans *Le drame des harkis*. Sur les troupes indigènes, on dispose des livres du général R. Huré et de A. Clayton des études des colonels Carles et Garros, et de Jacques Sicard. M. Faivre a publié *Un village de harkis* à L'Harmattan.

Cette recherche s'appuie sur les archives citées ci-après, et sur les témoignages de cinq hauts fonctionnaires, d'une quarantaine d'officiers et de nombreux harkis. Il n'a pas été possible d'accéder au Fonds privé du général de Gaulle, ni aux archives du SGM, et du ministre des Armées. Pour ne pas multiplier les renvois, les références ont été regroupées par paragraphes :

- Archives nationales, Série F60, Fonds du SGG. Dossiers du Comité des Affaires algériennes (par dérogation) ;
- Archives d'outre-mer, Séries MA 155 à 1391, Rapatriés, migrations, Comité des Affaires algériennes, dossier de la négociation (dérogations).
- Archives des Affaires étrangères, Affaires algériennes, cartons 33, 38, 40 et 117, Comité des Affaires algériennes (dérogations).
- Archives de la Gendarmerie, Registres modèle 4 de la Compagnie de Sétif en 1962 et de la Brigade de Kerrata de 1954 à 1962.
- SHAT, plus de 110 cartons consultés, dont 29 avec dérogation : Archives du Délégué général en Algérie, 1 H 1094 à 1209 ; Cabinet du CSFA, 1 H 1260 et 1264 ; Etat-major interarmées, 1^{er} bureau, 1 H 1318 à 1397 ; 2^e bureau, 1 H 1423 à 1805 ; 3^e bureau, 1 H 1855 à 2029 ; 5^e bureau, 1 H 2402 à 2789.
- Corps d'armée de Constantine : 1 H 2932, 2964, 2982-83, d'Oran : 1 H 3210, et d'Alger : 1 H 2747.
- Journaux des marches et opérations (JMO) de Secteurs et de régiments, Série 7 U, 20 JMO consultés.
- Etat-major de l'Armée (Terre), Cabinet, 2 T 93 à 98 ; 1^{er} bureau, 6 T 775 et 7 T 134 à 262.
- SHM, IV^e région maritime, Alger, VVTO 30 - PM/EG : 58CC/6.
- SHAA, IGAA, E 2777 et 2971.

l'armée victorieuse encourage la participation des musulmans, démobilisatrice dans la phase de dégagement². L'ordre chronologique paraît donc s'imposer, des conclusions partielles étant réservées au bilan critique des engagements, et aux responsabilités de l'abandon.

1. DE L'ENGAGEMENT A LA DÉMOBILISATION

Dans tous les pays où elle a exercé sa souveraineté, la France a engagé dans ses armées, comme soldats de métiers, conscrits ou supplétifs, des ressortissants des populations locales. Dès 1830-1831 furent recrutés en Algérie des Zouaves et des Chasseurs d'Afrique, puis des Turcos, dénommés Tirailleurs en 1841. Auxiliaires ou réguliers, ces combattants se sont illustrés à Sébastopol et Magenta. 13 900 musulmans sont engagés en 1870, 176 000 en 1914, 123 000 en 1939, 140 000 en 1943-1945. De nombreux cadres de cette Armée d'Afrique exerçaient en Algérie des fonctions administratives ou électives. Leurs successeurs servaient dans les unités régulières de tirailleurs, spahis ou chasseurs d'Afrique. En 1953, une trentaine de bataillons nord-africains combattaient en Indochine³.

Les recrutements contrariés, de 1955 à 1957

Au moment où débute le conflit algérien, 3 régiments de tirailleurs, à 3 bataillons chacun, et 1 régiment de spahis stationnent en Algérie, 6 compagnies méharistes ou portées et 4 groupes sahariens d'annexe dans les territoires du Sud, 21 000 musulmans servent en Afrique du Nord, dont 1 200 cadres, officiers et sous-officiers, et 9 000 appelés. Ils sont renforcés en 1955 par des formations revenant d'Extrême-Orient et de Tunisie, tandis que d'autres sont transférées de métropole et des FFA : régiments de tirailleurs algériens et marocains, régiments de spahis et tabors marocains. A la fin de l'année, 37 000 musulmans servent en Algérie dans 31 bataillons de l'armée régulière, parmi lesquels plus de 5 000 Marocains⁴.

L'engagement des Nord-Africains rencontre alors de sérieuses difficultés. A l'approche des indépendances marocaine et tunisienne, une partie des ressortissants de ces deux pays refuse de continuer à servir en Algérie, et un petit nombre (33 avec armes) déserte en janvier-février 1956. Ils sont donc rapatriés en 1956. 6 RTM sont implantés en Europe et 5 au Maroc. Simultanément, des désertions massives se produisent dans certains régiments de tirailleurs algériens. Les 3^e et 22^e RTA

2. Cette évolution est soulignée par l'EMA, 7 T 249/2 et 249/7.

3. Réf. Général Juin, *Mémoires*, p. 365 ; Général Spillmann, *De l'Empire à l'Hexagone*, p. 106 ; Général Delmas, Naissance des corps indigènes en Afrique, *Revue l'Epaulette*, 3/92, p. 31 ; G. Meynier, *L'Algérie révélée*, p. 404 ; J. Frémeaux, L'armée oubliée, in *Armées d'aujourd'hui*, 5/94.

4. 7 T 134 et 250, 1 H 2456/4.

sont transférés en métropole, deux bataillons sont dissous. Il reste alors en Algérie 17 bataillons de tirailleurs et 6 régiments de spahis⁵.

Ces déboires sont liés au développement de la rébellion, dont les exactions passent de 525 à 2 540 par mois. Au moment du Congrès de la Soummam (août 1956), elle dispose selon M. Harbi de 7 500 *djounoud* (soldats) armés, et de 15 570 *moussebelines* (auxiliaires, parfois appelés terroristes)⁶. Le FLN s'impose à la population du bled par la propagande, l'élimination des notables pro-français, et le prestige de ses combattants.

Le commandement français réagit en augmentant la proportion des européens à 40 %, puis 50 %, et en réduisant à 10 % le pourcentage des appelés musulmans dans les bataillons de tirailleurs. De nouveaux bataillons sont créés sur cette base, et le général Salan obtient le retour de 4 BT. La plus grande sévérité est demandée aux bureaux de recrutement, qui, sur une ressource annuelle de 80 à 90 000 jeunes n'en incorporent que 8 100 en 1955 et 13 700 en 1956. Alors que 50 % ne répondent pas aux convocations et sont considérés comme insoumis, 70 % des présents à l'appel sont dispensés ou exemptés de service. L'effectif des FSNA (Français de souche nord-africaine) appelés en Algérie tombe de 17 000 à 6 000, cadres inclus⁷.

La protection des personnes et des biens absorbe la plus grande part des effectifs européens. C'est donc d'abord pour des considérations militaires qu'il est décidé d'avoir davantage recours au contingent de souche nord-africaine. La décision ministérielle du 18 décembre 1956 prévoit d'augmenter les incorporations bimestrielles de 3 500 à 5 000, pour pallier le déficit des appelés européens. Les FSNA seront instruits dans les centres d'instruction de métropole avant d'être ventilés dans les régiments d'Algérie, hors de leur région d'origine. Trois bataillons de pionniers sont créés en juillet 1956 dans un but de formation professionnelle, où seront affectés les éléments suspects d'avoir des sympathies pour le FLN.

La présence des FSNA appelés au sein de l'armée obéit également, et de plus en plus, à des impératifs politiques. Il s'agit d'associer la population musulmane à la lutte contre la rébellion. « La jeunesse algérienne est particulièrement concernée, et le service militaire représente un cadre quasi idéal de prise en main des jeunes hommes. Pour améliorer la conscription, les autorités militaires se dotent de moyens supplémentaires. C'est en 1957 la création des centres de rassemblement chargés d'opérer la sélection des conscrits musulmans. »⁸ L'amalgame avec les jeunes Français est favorisé par l'adoption de programmes d'instruction identiques, et par l'apprentissage du français. En août 1957, une directive prescrit de traiter les FSNA avec justice et impartialité, et d'éviter des attitudes discriminantes.

5. 7 T 253 et 263. Voir courbe des militaires maghrébins hors d'Algérie en annexe 3.

6. 1 H 2708 et M. Harbi, *Le FLN, mirage et réalité*, p. 177.

7. 1 H 1387 à 1392, 7 T 134.

8. 7 T 250 et S. Chauvin, *Les appelés FSNA pendant la guerre d'Algérie*, Mémoire, Paris 1, 1993.

La prudente montée en puissance et la diversité des supplétifs

L'engagement des supplétifs dans la guerre rencontre jusqu'en 1957 les mêmes difficultés que celui des soldats réguliers, les succès de la propagande du FLN suscitant la méfiance d'une partie des responsables militaires et civils⁹.

Sur proposition du directeur de la Sûreté en Algérie, J. Vaujour, le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand a prescrit le 12 janvier 1955 de former 30 Goums de 100 hommes. En exécution de cette Instruction, le gouverneur Léonard crée les Groupes mobiles de protection rurale (GMPR), animés en Kabylie par le colonel Leroy, et qui seront dénommés Groupes mobiles de sécurité (GMS) en mars 1958. Rattachés initialement aux préfets, les GMS sont ensuite placés pour emploi à la disposition de l'autorité militaire, et participent au maintien de l'ordre, à la façon des compagnies républicaines de sécurité (CRS) ; 34 groupes de 85 hommes sont créés en 1955, ils sont 70 en 1957¹⁰.

Conscient du fait que l'objectif de la guerre révolutionnaire est la conquête de la population, le gouverneur Soustelle approuve la mise en place par le général Parlange d'officiers des Affaires indigènes dans l'Aurès. Il crée le 5 septembre 1955, et place sous son autorité les sections administratives spécialisées (SAS), qui sont chargées d'encadrer et de promouvoir le développement des zones rurales. Dirigées par un officier d'active ou de réserve, elles constituent une renaissance des bureaux arabes du XIX^e siècle. Protégées par un *Maghzen* de 20 à 50 *moghaznis*, elles jouent un rôle actif dans l'administration des douars du bled. Leur montée en puissance est pratiquement terminée à la fin de 1957 : près de 16 000 *moghaznis* assurent la protection de 606 SAS. Elles seront complétées au début de 1957 par 14, puis 20 SAU (sections administratives urbaines)¹¹.

Moghaznis et GMS sont engagés par contrat renouvelable de six et douze mois, et bénéficient d'avantages sociaux : allocations familiales, sécurité sociale, congé annuel, logement, indemnité de déplacement, législation sur les accidents du travail.

Bien que la première harka ait vu le jour dès novembre 1954, cette organisation de supplétifs connaît un développement plus lent, en raison des réticences du commandement local. C'est à la suite du meurtre de l'instituteur Monnerot et du caïd Saddok, que l'Agha Merchi met à la disposition de l'administrateur d'Arris une première harka de la tribu des Touabas, qui en juin 1955 devient *Maghzen opérationnel*. Cette initiative est développée ensuite par le général Parlange dans les

9. Les rapports sur le moral de 1956-1957 font état de cette méfiance. Voir en annexe 6 les décisions relatives aux Français musulmans.

10. 6 T 775/2, 1 H 2029/1 et J. Vaujour, *De la révolte à la révolution*, p. 319.

11. 1 H 1209/2 et 2556/1.

Aurès-Nementchas et par le bachaga Boualem dans l'Ouarsenis, sous forme de harkas mobiles et d'autodéfenses fixes¹².

Harka signifie en effet troupe mobile, par opposition aux Groupes d'autodéfense (GAD) qui se développent en 1957 de façon plus ou moins spontanée. Armés initialement de fusils de chasse, non rétribués, ceux-ci ne quittent pas leurs villages, dont ils assurent la sécurité rapprochée. De la même façon, les *maghzens* (d'où vient le mot magasin) qui protégeaient les SAS étaient le plus souvent statiques.

Des harkas ont été créées à l'initiative de commandants de secteur, et leur existence est officialisée le 8 février 1956 par le général Lorillot, qui prescrit leur mise sur pied dans chaque quartier (territoire subordonné au secteur). Initialement levés pour des opérations déterminées, les harkis sont d'abord armés de fusils de chasse. Ils sont rémunérés sur le budget du premier ministre (secrétariat général pour les Affaires algériennes) ; leur solde, identique à celle des autres supplétifs, est décomptée par journée de 7,50 F, et payée mensuellement. Ils ne bénéficient pas de prestations sociales, à l'exception des soins médicaux. Engagés sans contrat, en principe à partir de personnels dégagés des obligations militaires, ils peuvent être licenciés sans préavis. En contrepartie, ils peuvent quitter la harka à leur convenance.

Prudent face à la montée de la rébellion, le commandement lance au début de 1957 une expérimentation *Pilote*, en vue d'évaluer la capacité des différentes formes d'unités. Dans ce cadre, GAD et harkas coopèrent avec les SAS pour l'assainissement de l'Ouarsenis et du Dahra. Tirailleurs et spahis sont reconnus opérationnels, et en juillet les harkas sont jugées aptes au combat. Le général Salan s'oppose en octobre 1957 à l'autonomie des harkas, qui pourrait préfigurer la constitution d'une armée algérienne ; il ordonne donc de les intégrer aux unités régulières. Il demande 15 000 harkis supplémentaires pour 1958, et le secrétariat d'Etat propose de les encadrer à raison d'un officier et de deux sous-officiers pour 100 harkis.

Dans leur grande majorité, les harkis sont recrutés collectivement dans les villages dits pacifiés, tandis que d'autres, en petit nombre (2 772 en novembre 1960), sont des *djounoud* ou des prisonniers ralliés. Pendant la bataille d'Alger, le capitaine Léger crée les Bleus, première harka urbaine. Toutes ces organisations sont administrées soit par l'autorité civile (SAS, GMS), soit par l'autorité militaire (GAD, harkas, unités d'active). Une autre distinction est à faire entre les militaires d'active, cadres, engagés et appelés, et les auxiliaires des formations supplétives.

Dans son rapport sur le moral de 1957, le général Salan se félicite du quadruplement des effectifs harkis, qui sont passés de 4 000 à 17 000 au cours de l'année. A côté de ce progrès numérique, l'arme-

12. 1 H 1491/1, 2456 et Jean Servier, *Dans l'Aurès, sur les pas des rebelles* ; Général Paillard, La SAS d'Arris, in *RHA*, 6/92, Témoignage du capitaine Rivière, 2 septembre 1994.

ment des harkas est en cours de revalorisation, afin de les doter de 50 % d'armes de guerre, et de quelques armes automatiques pour les harkas les plus sûres¹³.

Des ralliements importants sont enregistrés en 1957. Deux jours après le massacre de Melouza (28 mai), 168 travailleurs immigrés en région parisienne, originaires de ce douar, signent leur acte d'engagement et sont transférés en Algérie. Fin juin, Si Chérif, ancien sous-officier de spahis, rejoint les troupes françaises avec 1 000 supplétifs et 330 fusils ; il élimine le capitaine ALN Rouget. Le 6 novembre est signé un accord avec le colonel Bellounis, chef de 3 000 rebelles du MNA. La même année, le chef Kobus se rallie avec 200 partisans¹⁴.

L'exploitation du succès

Après avoir remporté en 1957 et au début de 1958 deux batailles majeures, à Alger contre le terrorisme, et dans l'Est constantinois contre l'ALN extérieure, l'armée française a désormais les moyens de neutraliser les bandes de l'intérieur.

A ces succès sont associés les supplétifs. En février 1958, « les commandants de corps d'armée et de zone, unanimes à reconnaître les services rendus par les harkas, estiment nécessaire leur accroissement. Les harkis ont apporté la preuve de leur utilité... Instrument indispensable de la pacification, les harkas sont la préfiguration de la participation effective de la masse musulmane à la lutte contre la subversion. Les documents récupérés et les directives rebelles prouvent que les harkas gênent les hors-la-loi sur le plan militaire et de la propagande ». Parmi les documents récupérés figurent les *Echos politiques de la Wilaya 5* (Oranie), sur « les SAS, leur politique, leur rôle et leurs méthodes », très précis et documentés, qui concluent : « La SAS est un danger permanent qui plane sur la confiance que nous accorde le peuple. »¹⁵

Ces succès vont être amplifiés par le soulèvement du 13 mai, déclenché par les activistes d'Alger et canalisé par le général Massu. Outre le retour au pouvoir du général de Gaulle, ils ont pour effet de rétablir les liens entre les deux communautés, grâce à la création des Comités de Salut public, et aux manifestations de fraternisation.

La politique militaire musulmane du général Salan est concrétisée en 1958 par plusieurs décisions concernant les combattants musulmans¹⁶ :

- revalorisation de l'armement des harkas et des GAD ;
- limitation des effectifs à 30 000 harkis, faute de moyens financiers ;

13. Nombreux documents sur les harkas, dont 6 T 775/2, 1 H 1310, 2028/5, 2029/2, 2575.

14. 7 T 250, 1 H 1393/6 et 2581/1.

15. 1 H 1209/1, 1268/1 et 2028/5.

16. Nombreux documents sur ces décisions : 6 T 775/2, 7 T 249-250, - 1 H 1310/2, 1392/2, 1926/2, 2028/3 et 5.

- ouverture des Unités territoriales (réservistes convoqués trente jours par an) aux musulmans. Ce recours aux anciens combattants de l'armée d'Afrique, qui ont libéré la France en 1944, traduit la volonté d'engager les deux communautés côte à côte pour libérer l'Algérie de l'emprise du FLN ;
- formation psychologique, mesures de surveillance, et amalgame des appelés FSNA, dont 21 000 sont incorporés en 1958, plus 1 300 dans la marine et l'armée de l'air ;
- création du Service de formation de la jeunesse algérienne (SFJA) en novembre 1958.

Ces progrès ne vont pas sans échecs. En dépit des mesures de contrôle prises, les partisans du groupe Kobus tuent leur chef le 29 avril et rejoignent l'ALN. Quant à l'*Armée nationale populaire algérienne* du général Belounis, le comportement meurtrier de son chef impose son élimination en juillet ; regroupés à Boghari, 300 des survivants deviennent harkis, 1 500 autres continuant leur combat autonome et désordonné¹⁷.

Le 8 décembre 1958, le Conseil supérieur de la guerre (CSG) confirme les dernières directives du général Salan, visant à augmenter les effectifs de 15 000 militaires sous contrat, et à accélérer la formation d'officiers et sous-officiers musulmans. A la même époque, le premier ministre décide de créer la Force de police auxiliaire de Paris (FPA), composée de harkis.

Le général Challe va poursuivre la politique Salan en l'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale. D'entrée de jeu, il demande au général de Gaulle l'autorisation de porter l'effectif des harkis à 60 000, en vue de créer 72 commandos de chasse, un par secteur opérationnel. Dès le 22 décembre, sa directive n° 1 préconise une « utilisation massive des FSNA, les meilleurs chasseurs de fellaghas »¹⁸.

En février 1959, le commandant en chef met en œuvre son plan d'assainissement des massifs rebelles, en appliquant d'ouest en est 2, puis 3 et 4 divisions de réserve générale, chargées de détruire les bandes rebelles. Dans un deuxième temps, l'élimination des « restes » est confiée aux secteurs opérationnels, qui disposent à cet effet de commandos de chasse. 74, puis 140 commandos seront ainsi créés, dans lesquels serviront 7 500 har-

17. Confirmé par M. Teguia, dans *L'Algérie en guerre*, p. 246.

18. 7T 249/1 et témoignage du colonel de Roujoux sur la FPA à Antenne 3, le 19 décembre 1993. Le général Challe, selon le général de Boissieu, aurait contrevenu aux ordres du chef de l'Etat. En septembre 1958, en effet, le général de Gaulle aurait interdit au général Salan de dépasser l'effectif réalisé de 25 000 harkis, et de « les employer en opérations contre leurs frères de race ». Lors de l'audience de décembre 1958 à l'Elysée, il aurait accepté l'effectif de 60 000 harkis, mais renouvelé à Challe l'ordre de « ne les employer qu'à des tâches administratives et de surveillance ». Sans mettre en doute le témoignage du général de Boissieu, il convient de noter qu'aucune décision ministérielle ou instruction de l'EMA, mode réglementaire de transmission des ordres, n'a été édictée à ce sujet avant juin 1961, et que le Comité interministériel du 14 août 1958 et le Conseil supérieur de défense du 12 février 1959 ont au contraire approuvé les augmentations d'effectifs de harkis. Enfin, l'utilisation envisagée des harkis à des tâches administratives semble traduire une méconnaissance de leur niveau culturel. A tout le moins peut-on noter qu'il y a désaccord au sommet de l'Etat, Alain de Boissieu, *Pour servir le général*, p. 151, et lettres personnelles du 9 juin 1993 et du 9 octobre 1993.

kis. En même temps, des Centres d'entraînement préparatoire aux commandos de chasse (CEPCC), forment en cinq semaines les harkis de ces commandos au combat d'infiltration dans les zones rebelles, afin d'y rechercher les bandes adverses, de les marquer et de diriger sur elles les feux terrestres et aériens, et les unités d'intervention.

De nombreuses décisions sont prises en 1959 en ce qui concerne les combattants musulmans¹⁹ :

- en février, le traitement de tous les supplétifs est porté à 8,25 F par jour pour les hommes du rang, à 11 et 13,20 F pour les sous-officiers musulmans, dont l'effectif autorisé est de 1 sergent-chef et 4 sergents pour 100 harkis ;
- des notes du 2 mars, du 26 juin et du 26 octobre définissent les conditions d'armement des harkas. Les harkas dites amalgamées sont équipées comme les unités régulières, et des fusils semi-automatiques sont attribués aux commandos de chasse. Les harkas de type A reçoivent des fusils lance-grenades, des pistolets-mitrailleurs et des fusils-mitrailleurs. Les harkas de type B sont armées de fusils US 03, US 17 et Mas 36 ;
- en mars, la durée de la formation commune de base est portée à dix semaines. L'accent est mis à nouveau sur l'amalgame entre Européens et Musulmans ;
- en mai sont créés des sous-quartiers de pacification confiés à des officiers SAS qui disposent en renfort d'une compagnie de soutien ;
- en septembre, les attributions civiles des chefs de SAS sont précisées par décret.

Le projet principal de Challe vise à *organiser la population*. Souhaitant exploiter les succès qu'il a obtenus grâce à ses opérations d'assainissement des massifs montagneux, il a demandé à l'EMA en septembre l'attribution de 100 000 armes, dont 40 000 à bref délai, pour les habitants des douars. La priorité est désormais accordée aux autodéfenses, qui sont un élément essentiel de la manœuvre des forces armées. Dans une guerre révolutionnaire où la population est l'enjeu de la lutte, il convient que les membres des autodéfenses participent en militants au combat contre le FLN. Le commandant en chef décide donc de créer dans chaque secteur un Centre de formation pour les responsables des GAD, qui seront les adhérents du grand parti constitué par la *Fédération amicale des unités territoriales et des autodéfenses*. Ainsi serait réalisée la 3^e Force intercommunautaire, que les hommes politiques n'ont pas réussi à constituer. Simultanément, il est prévu de créer des *Centres d'éducation civique*, en vue de promouvoir des élites nouvelles. En mars 1960 enfin, le général Challe envisage d'organiser dans chaque collectivité locale, des structures de commandement destinées à mettre .

19. Ces décisions sont consultables dans 1 H 1119/4, 1209/1, 2028/5 et 2556/1.

en échec l'OPA (organisation politico-administrative) du FLN²⁰. Mais il est alors relevé de son commandement.

Bien qu'elle soit contrariée à la fois par l'évolution de la politique gouvernementale, et par les oppositions que celle-ci entraîne parmi les Européens d'Algérie et les officiers activistes, la politique Challe est poursuivie par ses successeurs jusqu'au printemps 1961. C'est ainsi que les décisions suivantes sont prises en 1960 :

- les centres de formation des GAD sont progressivement mis sur pied ;
- 6 commandos de chasse sont créés par la gendarmerie, comprenant 600 harkis ;
- les Unités territoriales sont dissoutes le 23 février à la suite de l'affaire des barricades, et remplacées par des *unités bis* de réserve, dans lesquelles servent 3 400 Assès, recrutés parmi les meilleurs harkis ;
- le général Crépin, nouveau commandant en chef, demande que les effectifs harkis soient portés à 62 000. Il souligne le 9 juillet « l'aptitude des commandos à poursuivre les rebelles dispersés en terrain difficile », et le 20 septembre il considère le harki comme « l'auxiliaire direct du combattant régulier... grâce à sa rusticité, sa connaissance de l'adversaire, ses liens avec la population ». Il est d'accord pour conférer le statut de harki à des responsables d'autodéfense, des éducatrices, des aides médico-sociales. Il s'oppose à des licenciements collectifs ;
- des études sont poursuivies à Paris et Alger pour réduire les disparités entre les formations supplétives et améliorer leurs statuts²¹.

Les Français musulmans, sujets et objets de négociation

Le retour à la paix en Algérie impliquait que fut garanti l'avenir de ses populations, et en particulier la survie des Français musulmans qui avaient combattu dans le camp français. Quelle fut la politique française à cet égard, du niveau du chef de l'Etat à celui des militaires sur le terrain ? Telle est la première question à laquelle il faut s'efforcer de répondre.

Dans ses *Mémoires*, Pierre Messmer, ministre des Armées de 1960 à 1969, aborde de façon épisodique la guerre d'Algérie, en précisant que le général de Gaulle « décide lui-même de la politique algérienne sous tous ses aspects... et dirige tout, jusque dans le détail ». On a beaucoup écrit sur cette politique et sur les intentions profondes du Général face à la rébellion. L'historien Xavier Yacono estime que « avant d'accepter l'indépendance, il a essayé au moins deux autres politiques... la paix des

20. 1 H 1268/1, 1391/1, 2029/2, et M. Challe, *Notre révolte*, p. 148, confirmé par M. Harbi, *op. cit.*, p. 281.

21. Décisions consultables dans 6 T 775/2, 1 H 1311/2, 1375, 2028/5, 2575. Sur les commandos de chasse de la gendarmerie : colonel de Saint-Espès, in *Bulletin de la SNAAG* de juillet 1987.

braves... la troisième force ». Selon le Comte de Paris, le chef de l'Etat exprime le 17 juin 1960 un avis prémonitoire : « Nous ne pouvons quitter ce pays, ce serait un immense massacre. »²²

Alors qu'en octobre 1957, il déclarait à M. Massenet qu'il était favorable à l'engagement des musulmans dans la guerre, il est beaucoup plus réticent quinze mois plus tard, lorsque le général Challe lui demande de passer de 28 000 à 60 000 harkis. Il est certain d'autre part qu'il n'a jamais été favorable à l'assimilation des indigènes, qu'il ne considérait pas comme des Français à part entière. « Vous n'imaginez tout de même pas, déclare-t-il au général Allard, qu'un jour un Arabe, un Musulman, puisse être l'égal d'un Français. »²³

Dans son discours du 19 septembre 1959 sur l'autodétermination, il affirme que dans l'hypothèse de la sécession, « ceux qui voudraient rester Français le resteraient. La France réaliserait leur regroupement et leur établissement ». Plus tard, il envisage d'algérianiser l'administration, et d'y donner la place principale aux Français musulmans (instruction du 5 décembre 1960).

Sous sa présidence, le Comité des affaires algériennes décide le 5 novembre 1960 de *civiliser* les SAS et de les décharger de toute responsabilité de maintien de l'ordre, à l'exception de 101 SAS ayant des responsabilités territoriales. En mars 1961, le Comité envisage les dispositions à prendre, après le retour à la paix, pour désarmer les supplétifs et les remettre au travail.

C'est en mai-juin 1961 que le Comité des affaires algériennes met au point les directives destinées aux négociateurs français. Le dossier présenté au Comité comprend un chapitre consacré aux « garanties à négocier en faveur des musulmans fidèles à notre cause ». La Convention à signer doit comporter « un engagement solennel de l'Algérie, assorti d'un contrôle juridictionnel, de ne se livrer à aucune mesure vexatoire ou discriminatoire ». Les musulmans fidèles auront le choix entre : « Rester en Algérie avec la nationalité française, ou avec les mêmes garanties que la communauté européenne, ou trouver refuge en France. »²⁴

L'analyse *a posteriori* de ces propositions met en lumière la méconnaissance des objectifs du FLN, de son attitude hégémonique, exclusive de tout particularisme, en même temps que l'irréalisme des garanties envisa-

22. P. Messmer, *Après tant de batailles*, p. 251 ; Xavier Yacono, *Histoire de la décolonisation française*, p. 99 ; Comte de Paris, *Dialogue sur la France*, p. 118 ; A. Peyrefitte, dans *L'homme qui habitait sa statue* (*Historia*, n° 400, 1980), « montre l'art qu'avait le général de Gaulle de mettre plusieurs fers au feu pour pouvoir s'adapter aux circonstances sans avoir l'air de se déjuger ».

23. Plusieurs interlocuteurs du général de Gaulle dans des ouvrages divers, ont rapporté ses propos sur les Français musulmans (Marc Lauriol, Pierre Lafont, Ahmed Laradji, Raymond Dronne...). Sa déclaration au général Allard, le 5 avril 1959, est citée par Le Goyet, in *La guerre d'Algérie*, p. 244. Entretien avec M. Massenet du 20 septembre 1993.

24. Les instructions citées sont tirées des *Lettres, notes et carnets* publiés par l'amiral de Gaulle pour les années 1961-1963, p. 133, 199, et 206, et des décisions du CAA (13 réunions en 1960, 11 en 1961 et 9 en 1962).

gées en faveur de groupes humains dispersés sur toute l'étendue du territoire algérien, et mélangés à une masse de gens prêts à se soumettre à l'autorité du vainqueur.

Après avoir adopté en août 1961 une politique de « dégagement », le Général prévoyait, en cas d'échec des négociations avec le FLN, « de regrouper les Européens et les musulmans résolus de rester avec la France » dans une zone côtière, et « de dégrouper (*sic*) de cette zone les musulmans mal disposés ».

Il faut recourir à Ben Khedda pour avoir une réponse à la question des garanties accordées aux Français musulmans. Dans son livre *Les accords d'Evian*, l'ex-président du GPRA écrit que les 28-29 octobre 1961 à Bâle, « la délégation française soulève une question qui semble lui tenir à cœur : le principe de non-représailles. Selon ce principe, le futur Etat s'abstiendrait de toute sanction contre ceux des Algériens qui auront collaboré avec la France... Notre réponse positive à la demande française (lors de la deuxième rencontre de Bâle le 9 novembre). détendit l'atmosphère. Cette concession, normale dans l'esprit du GPRA, allait permettre au dialogue de se nouer véritablement »²⁵.

En septembre 1961, la création (peu réaliste elle aussi) d'une *Force algérienne* est décidée par le Comité, dans laquelle seraient intégrés une partie des supplétifs. Baptisée Force de l'ordre ou Force locale le 24 octobre 1961, elle est définie comme « un atout majeur de la politique des Affaires algériennes... une force de sécurité sans laquelle le pouvoir algérien serait une fiction... elle pourrait devenir la structure de base d'une force nationale algérienne ».

En février 1962, « le cœur de la négociation » porte sur les garanties en faveur des Européens, et le cas des musulmans qui ont combattu dans le camp français n'est plus évoqué par M. Tricot, cheville ouvrière de la négociation. Il n'est plus question de juridiction mixte, ni de comité de sauvegarde pour les musulmans, ni de commissions paritaires. Ce que l'on sait de l'intransigeance du FLN sur la question de la nationalité laisse supposer que les demandes françaises, si elles ont été énoncées, se sont heurtées à un refus absolu.

Le 9 février 1962, le Général n'accordait pas d'importance au fait que l'exécutif provisoire soit dirigé par le FLN, « sauf le cas où il y aurait persécution des Français ou des musulmans attachés aux Français ». Il ne précisait pas ce qu'il ferait dans de telles circonstances, mais lors du Conseil des ministres du 21 février 1962, selon M. Buron, il répond au secrétaire d'Etat Sid Cara, qui s'inquiète du sort réservé aux musulmans qui n'ont pas d'attirance pour le FLN : « Croyez-vous, Mademoiselle, que sauf les exceptions dont nous avons le devoir de nous occuper aujourd'hui, dont nous devons nous préoccuper demain,

25. Ben Khedda, *Les accords d'Evian*, p. 27 ; B. Tricot lorsqu'il écrit *Les sentiers de la paix* en 1972 semble avoir oublié qu'en 1961, il estimait ces garanties « illusoires et dangereuses pour les intéressés eux-mêmes » (MA 135).

la grande majorité des musulmans ne soit pas favorable à l'indépendance ? » Dernier intervenant du « tour de table » du 21 février, Michel Debré exprime son « appréhension pour le sort demain des musulmans compromis avec nous »²⁶.

Il est vrai que l'accord de cessez-le-feu, le seul signé par les deux parties, les engageait à « interdire tout recours aux actes de violence collective et individuelle ». Les Français musulmans ne sont pas cités explicitement dans ce texte, pas plus que dans *les déclarations gouvernementales* destinées à devenir la loi de l'Algérie indépendante, mais non ratifiées par le FLN. Comme le note Jérôme Hélié, les promesses du FLN étaient purement verbales.

L'analyse des documents cités fait apparaître que jusqu'au 21 février 1962, les décisions, notes et déclarations du général de Gaulle prennent en considération « l'exception » constituée par les musulmans amis de la France. Mais les débats à ce sujet font apparaître, comme le note J. Lacouture, une « fêlure », récusée par M. Debré, entre l'Elysée d'un côté, Matignon et le Palais-Bourbon de l'autre²⁷. D'autre part, la déclaration du 21 février n'est accompagnée d'aucune mesure précise de sauvegarde de la communauté des Français musulmans. La Commission instituée à cet effet par M. Debré sera même supprimée. Après le 21 février, le Comité des affaires algériennes n'évoque plus le sort des Français musulmans, sinon pour prescrire leur licenciement (3 avril), contrôler leur rapatriement (23 mai), et limiter leurs droits à la nationalité française (26 juin).

Selon P. Messmer, le Général reste attaché à sa ligne stratégique : dégager la France de la guerre, et il redoute d'engager l'armée dans de nouveaux combats, qui remettraient en cause une paix difficilement acquise. Le problème de la protection des Français musulmans n'est pas évoqué par le préfet de police Vitalis Cros, ni par le ministre R. Buron, qui en janvier 1961, pourtant, s'inquiétait du sort du commando Georges « si les choses tournaient mal ». Le haut-commissaire Christian Fouchet l'aborde négativement en s'opposant à la demande de rapatriement de son fidèle serviteur Nedjeb : « Qu'aurait-il fait en France avec ses huit ou dix enfants ? »

Lors du débat à l'Assemblée nationale qui suit les accords d'Evian, le premier ministre M. Debré est vivement critiqué par les députés de tendance Algérie française, de même qu'un mois plus tard son successeur Georges Pompidou qui affirme que « toutes les dispositions ont été prises pour qu'il n'y ait pas de représailles ». Au cours de ce débat, le ministre d'Etat Louis Joxe se montre peu convaincant sur la double nationalité des ressortissants d'Algérie, qui en fait ne sera reconnue que sur le territoire

26. R. Buron, *Carnets politiques de la guerre d'Algérie*, p. 179 ; B. Tricot, *op. cit.*, p. 220, 252, 271, 302.

27. J. Lacouture, *Algérie, la guerre est finie*, p. 26 et 35 ; M. Debré, *Gouverner*, p. 194. Dans *Le Monde* du 20 septembre 1959, J. Fauvet confirme l'existence de « deux partis gaullistes ».

français, et sous condition. En juin, il écrira au député André Diligent que « la France n'abandonnera pas ceux qui lui sont restés fidèlement attachés »²⁸.

La démobilisation et le rapatriement conditionnel des combattants

La démobilisation des Français musulmans concerne d'abord les appelés, dont les incorporations bimestrielles sont réduites de 4 400 à 2 600 en 1961, 2 300 en 1962, alors que la proportion des insoumis passe de 44 à 62 %, sans que le service civique envisagé pour la réduire n'ait vu le jour.

Dans la logique de la politique d'autodétermination, le Comité des affaires algériennes s'intéressa d'abord à la réforme des SAS. Avant qu'elles ne soient « civilisées », leur nombre fut réduit de 689 à 532 au 1^{er} novembre 1961. Le 16 novembre le Comité des affaires algériennes décida de supprimer les Maghzens. En décembre fut prise la décision de transformer les SAS en Centres d'aide administrative (CAA), subordonnés aux sous-préfets. Le délégué général prévoyait le 11 janvier de créer 250 CAA et de maintenir 30 SAU, chiffres qui furent révisés à la baisse (223 et 23), en raison des difficultés rencontrées par l'armée pour fournir les 540 cadres nécessaires²⁹.

S'agissant des autres catégories de supplétifs, diverses mesures sont envisagées en mars et avril 1961, visant à augmenter les effectifs des GMS et des auxiliaires de la gendarmerie, en faisant appel à des harkis. Sur 13 compagnies de GMS planifiées, 9 sont créées en 1961. Le Comité des affaires algériennes du 26 juin prescrit la réduction progressive des harkas et autodéfenses. 7 000 postes de harkis sont supprimés pour gager la création de 11 GMS et de 4 escadrons de gendarmerie mobile. Il est prescrit le 23 août que les effectifs harkis seront ramenés à la fin de l'année à 45 000, comprenant 6 500 auxiliaires de la gendarmerie (au lieu de 3 350); 500 seraient intégrés dans les GMS, 3 à 4 000 engagés dans l'armée. Cette déflation devra être mise en œuvre à raison de 850 départs par mois, sans licenciements collectifs ni dissolution de harkas. Le 6 novembre est publié le décret créant des contrats renouvelables de un, trois puis six mois, alors qu'auparavant les harkis n'avaient pas de garantie d'emploi. Ces mesures, une fois qu'elles furent expliquées et comprises, furent bien reçues par les supplétifs. Le 13 novembre, le ministre des Armées autorise l'engagement des harkis dans l'armée, au-delà des pourcentages accordés précédemment pour les FSNA³⁰.

Le général Ailleret, commandant supérieur des forces, dans un souci

28. J. Hélie, *Les accords d'Evian, une paix ratée* (La meilleure étude sur le sujet); C. Fouchet, *Mémoires d'hier et de demain*, p. 191; V. Cros, *Le temps de la violence*, Débats à l'Assemblée nationale, JO du 20 mars, 27 avril, 5 et 29 juin 1962, Déclarations de P. Messmer à l'auteur, le 9 juin 1993.

29. 7 T 136, 1 H 1207/1.

30. 1 H 1119/4, 1260/2, 1369 et 1397/1.

de protection du secret, prescrit alors de ne pas informer les sous-préfets (en majorité musulmans) des contrats conclus. Fin décembre, son état-major met au point le plan Obélisque, qui envisage toutes les éventualités en cas de cessez-le-feu : désarmement des autodéfenses et des supplétifs, désertions massives, menaces sur les barrages, vols de munitions, jusqu'à une éventuelle « révolte des cipayes ».

La constitution de la Force de l'ordre rencontre en février 1962 une opposition des négociateurs algériens, qui refusent l'incorporation de GMS et de moghaznis, « ces mercenaires de l'ordre ». On renonce donc à la participation des moghaznis, et l'on invite le ministre des Armées à présenter deux projets, l'un sans GMS, l'autre avec. Cette dernière solution sera finalement acceptée par le FLN.

Le 15 janvier 1962, le ministre d'Etat aux Affaires algériennes a fixé les conditions de licenciement des supplétifs, et le montant de leur prime de recasement : un mois et demi de traitement par année de service³¹. Les crédits attribués imposent de poursuivre la déflation des effectifs, qui passent à 41 400 harkis en mars. Le 15 février, le général Ailleret demande au ministre des Armées de rassurer les cadres militaires sur l'avenir des Français musulmans. Une réunion est présidée à Matignon le 17 février par P. Racine, directeur du Cabinet, au sujet de la sécurité des musulmans : pour les appelés, il suffira d'arrêter les convocations et de les libérer par anticipation, sans prime ; la résiliation de contrat des engagés serait souhaitable, son coût total est évalué à 39 MF ; quant aux harkis et moghaznis, il conviendra de les libérer avec prime, et de faciliter leur reclassement en Algérie, ou en métropole, où cependant se poseraient des problèmes d'encadrement.

Malgré les réserves de M. Pompidou, la Commission Massenet de sauvegarde des harkis est dissoute lors de la présentation de ses conclusions au gouvernement le 19 avril³².

Un communiqué du ministre des Armées précise le 8 mars, pour tous les chefs de corps, les mesures applicables aux différentes catégories de personnels musulmans :

- les appelés seront affectés à la Force locale qui sera créée après le cessez-le-feu, les contingents anciens seront libérés ;
- les engagés auront la possibilité de dénoncer leur contrat, de souscrire un rengagement « de réflexion » de six mois, ou de rester dans l'armée. « Il faudra les inciter, ajoute le ministre, à rechercher le recasement en Algérie plutôt qu'à demander l'installation en métropole » ;
- les moghaznis seront en principe recasés par les autorités civiles. 3 000 d'entre eux, dont 700 estimés opérationnels, pourront être engagés dans l'armée ou la gendarmerie ;

31. 1 H 1318/1, 2467/6 et *Le Monde* du 10 mars 1962. La prime de licenciement s'élève à la moitié de la prime de recasement, qui équivaut à un mois de traitement (environ 250 F) par année de service.

32. MA 155 et entretien avec M. Massenet.

- les harkis pourront rester sous la protection de l'armée pendant six mois, à titre d'agents contractuels civils. Toutes les initiatives devront être prises pour organiser leur reconversion sociale. « Les éléments les plus jeunes, et intellectuellement comme physiquement les plus aptes, pourront être engagés dans l'armée. »

Le ministre précise *in fine* : « La difficulté d'une adaptation brutale en France d'un harki avec sa famille doit être clairement exposée aux intéressés. Il est toutefois bien entendu qu'il ne saurait être question de refuser pareille demande si elle est matériellement justifiée par les menaces qui pèsent sur les individus et leurs familles »³³.

Ces dispositions entrent en application dès le 20 mars, par décret. Un memento des mesures est diffusé dans tous les corps de troupe, et des tracts explicatifs sont distribués à tous les supplétifs. Trois solutions leur sont proposées : souscription d'un engagement militaire résiliable ; retour à la vie civile avec primes de recasement et de licenciement ; période de réflexion de six mois avec un contrat résiliable de personnel civil des armées ; dans ce cas, ils perdent le bénéfice de la prime de licenciement. « Les musulmans peuvent à tout moment, avant comme après l'autodétermination, demander à s'installer en métropole avec le bénéfice de la loi Boulin. Ces mesures s'appliquent en particulier aux militaires ou harkis dont la protection est nécessaire ». Cependant, ces possibilités de choix n'ont pas été diffusées dans certaines unités de l'Aurès. D'autre part, les textes d'application pour l'attribution des primes se font attendre, de même que les mesures d'accueil en France, qui ont été édictées en mars pour les rapatriés d'outre-mer, et dont les modalités sont étendues à l'Algérie par décret du 2 avril. Seul l'accueil des Européens est alors organisé³⁴. Ces retards inquiètent les chefs de corps.

Une note d'orientation du 3^e bureau de l'EMI fixe, le 13 mars, les conditions de dissolution des harkas. En raison des difficultés prévisibles, ces dissolutions seront progressives : les harkas « fragiles, douteuses, isolées ou volontaires seront désarmées dans les plus brefs délais ; une politique plus libérale et plus souple sera adoptée vis-à-vis des harkis intégrés dans les unités et les commandos de chasse... la décision sera fonction des services passés et des services que l'on peut encore attendre... Les cas particuliers seront soumis au jugement du commandant de corps d'armée ».

Le 15 mars, le ministre des Armées prescrit au Commandant supérieur de préparer des centres d'accueil pour les supplétifs menacés. Le 17 mars le délégué général accorde aux supplétifs divers avantages sociaux et professionnels, en cas de retour à la vie civile.

Le 17 mars, le général Ailleret prescrit de ne pas engager le 4^e RT au contact de la foule à Alger, et le 26 mars il confirme que les harkis peuvent être rendus à la vie civile en métropole ; à cet effet, des listes doi-

33. 1 H 1260/2, 1398/2.

34. MA 155, *Le Monde* du 13 mars 1962 et entretien avec le capitaine Rivière.

vent être tenues à jour par les autorités territoriales. Ces dispositions sont confirmées par le ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes les 7, 11 et 18 avril³⁵.

Le 11 avril, une note de l'état-major interarmées rappelle la possibilité pour les FSNA de l'armée, et pour certains civils « dont la vie serait en danger », de s'installer en métropole. Il est demandé de « vérifier que les personnes considérées sont bien aptes, physiquement et moralement, à s'implanter en métropole, d'assurer leur protection et leur subsistance, de les mettre en mesure de s'adapter à la vie en métropole ». Un camp de regroupement sera organisé dans chaque secteur, où ils subiront examens médicaux et vaccinations légales avant d'être transférés dans les camps divisionnaires et régionaux. Les chefs de famille seront rémunérés, des écoles ouvertes, et une éducation médico-sociale dispensée aux femmes. Cette note souligne à nouveau les difficultés d'installation en France, « qui ne doit être envisagée que si le maintien en Algérie se révèle impossible ».

« Pour couper court aux désertions, décide le Comité des affaires algériennes du 3 avril, le Général Commandant supérieur hâtera au maximum — le désarmement et le licenciement des supplétifs — l'incorporation dans la force locale des appelés musulmans ». Les notes prises par le secrétaire général du gouvernement laissent entendre que le général de Gaulle fait confiance aux appelés « qui servent dans des formations régulières », plutôt qu'aux auxiliaires, « ce magma qui n'a servi à rien, et dont il faut se débarrasser sans délai ».

Le 14 avril, le ministre des Armées confirme : « Désarmer immédiatement tous les harkis, et regrouper les familles et harkis menacés. » Souvent ces désarmements sont opérés par surprise — *par trahison*, disent les harkis — alors que certains officiers laissent de l'armement à leurs subordonnés, ou les incitent à désertir avec armes³⁶.

Au moment du cessez-le-feu, 70 000 supplétifs sont encore en service. 41 400 harkis sont soldés en mars et 24 900 en avril. Il en reste 7 330 en juin dont 4 400 auxiliaires de gendarmerie, 700 frontaliers au Sahara, 1 300 hospitalisés ou convalescents, et 930 membres des FAFM (forces auxiliaires franco-musulmanes, les ralliés du colonel Si Chérif).

Les 2 000 groupes d'autodéfense (GAD) ont été désarmés à partir d'août 1961 à raison de 10 à 20 % par mois. Certains ont demandé à être désarmés, en vue de se dédouaner aux yeux du FLN ; quelques-uns ont déserté avec arme. En décembre 1961, il restait 1 200 GAD et 910 en février 1962, qui seront tous désarmés début avril ; 18 400 moghaznis

35. 1 H 1260/2 et 2982/1, Déclaration L. Joxe à l'Assemblée, le 29 juin 1962. La directive très secrète du général Ailleret, interdisant l'emploi en ville du 4^e RT, n'a pas été observée par le corps d'armée et la zone Alger-Sahel, ce qui a conduit à la fusillade du 26 mars. Au SHAT ne figure que le bordereau d'envoi de cette note, dont la teneur a été précisée par les généraux Hublot (entretien du 6 mai 1994) et Vuillermet, respectivement chef d'état-major et chef du 3^e bureau de l'EMI à Reghaia.

36. 1 H 1397/1, P. Pélissier, *Saint-Cyr*, Plon, 1992, p. 335, Entretien du 27 septembre 1993 avec le colonel Bernard, qui a commandé le secteur de Bouira en 1962, et avec le capitaine Rivière, commandant la harka de Fourn Toub.

vont être rendus à la vie civile. La convocation des FSNA du contingent 62/1 C a été annulée, et les cadres musulmans des troupes de métropole et des FFA (dont environ 75 officiers) sont affectés d'office à la Force de l'ordre. Telle est la situation au moment du cessez-le-feu³⁷.

Bilan critique de l'engagement des combattants musulmans

L'histoire des Français musulmans a fait l'objet de témoignages, de commentaires et d'articles dont l'objectivité n'est pas la qualité principale. Selon les uns, les combattants musulmans, réguliers et supplétifs, se sont engagés dans le camp français par patriotisme, et restés fidèles à leur engagement, ont été abandonnés, par le gouvernement et l'armée, au couteau des égorgeurs du FLN. Selon les autres, c'est la misère qui les a contraints à prendre les armes et à trahir leurs frères algériens ; peu opérationnels, non motivés, tortionnaires à l'occasion, méprisés par les cadres colonialistes (*sic*), ils jouaient le double jeu, et de ce fait n'ont pas choisi le rapatriement que leur offraient généreusement les négociateurs d'Evian. La consultation des archives permet de jeter un regard critique sur une histoire qui se situe à mi-chemin de ces deux interprétations³⁸.

De nombreux témoins, interrogés par Mohand Hamoumou, ont expliqué comment ils se sont engagés au service de la France. La minorité des « francisés » l'a fait par fidélité, beaucoup d'anciens combattants restant attachés au drapeau qu'ils ont servi sur les champs de bataille, les notables et musulmans ayant assimilé les valeurs de la démocratie, et de la culture française. C'est cette motivation que le capitaine Oudinot s'efforce d'inculquer aux harkis des Beni Douala : « Je sais qu'en tenant ma parole, je me bats pour la prospérité de mon village, la tranquillité de tous et l'avenir des jeunes dans *Une Algérie heureuse et française pour toujours*. Je jure de me conduire en vrai soldat français, d'être juste pour les justes, de protéger les faibles, et de *lutter contre le FLN* de toutes mes forces et *jusqu'à la mort s'il le faut* ».

Les motivations de la majorité sont liées davantage aux circonstances locales qu'à une adhésion idéologique. Nombreux sont ceux qui étaient acquis à l'idée d'indépendance, parce qu'ils souhaitaient que leur dignité et leurs droits soient reconnus. Il leur fut difficile cependant de devenir *moudjahid* (combattants de la foi), en raison du manque d'armes et de leur refus de commettre un injuste attentat. Les pressions et les compromissions de l'armée constituent l'un des premiers motifs d'engagement. Mais ce sont surtout les excès du FLN qui provoquent la lassitude du peuple dans le bled, et favorisent l'extension des harkas et autres maghzens. Moins importantes mais réelles, apparaissent d'autres motivations, la

37. 1 H 1260/2 et 1856.

38. La première interprétation est celle des historiens de formation marxiste, soutiens du FLN. La seconde est celle de certains nostalgiques de l'Algérie française.

pauvreté, les rivalités de clans et de familles, l'influence des confréries maraboutiques, le goût des armes à feu.

Le chroniqueur irrévérencieux du FLN, Mohamed Harbi, confirme le jugement de Hamoumou sur ces motivations : « Maquisards pris les armes à la main et victimes du chantage policier, paysans recrutés dans les régions où l'intervention du FLN dans les querelles paysannes lui aliène l'appui des populations, pauvres hères à la recherche d'un moyen de subsistance... Les méthodes répressives et les injustices du FLN apparaissent comme les motifs principaux de l'engagement massif des harkis. »³⁹

Motivation alimentaire, patriotique ou sécuritaire, aucune de ces raisons d'engagement ne peut être écartée. Dans la situation de pénurie de l'Algérie, personne ne pouvait être totalement désintéressé. Quant au patriotisme, il est revendiqué par une partie des anciens combattants. La majorité des supplétifs se sont engagés pour protéger leurs familles et maintenir la paix dans les villages, contre les exactions et injustices de l'ALN. S'engager contre l'ALN, c'était sans nul doute choisir le camp français. Il paraît illusoire d'aller plus loin dans l'analyse, et de vouloir établir un classement entre des motivations oubliées depuis quarante ans.

La montée des effectifs, représentée par les courbes reproduites en annexe, confirme l'évolution des relations de confiance entre la population et l'armée. Les différences d'appréciation constatées viennent de ce qu'en général les bureaux ne décomptent pas les mêmes données. Pour qui connaît le fonctionnement des états-majors, il apparaît ridicule de penser que les effectifs étaient manipulés pour des raisons politiques.

La confrontation des archives d'Alger et de Paris montre que la courbe des effectifs musulmans atteint son apogée au début de 1961 : ils comprennent en Algérie, 9 régiments de tirailleurs à 2 ou 3 bataillons, soit 21 bataillons au total, et 8 régiments de spahis (ces derniers européens à 80 %) ; au Sahara, 5 compagnies méharistes, 5 compagnies sahariennes portées d'Afrique et 10 groupements sahariens⁴⁰.

34 500 jeunes sont incorporés en 1959, 20 360 en 1960, 22 260 en 1961, sur des classes d'âge de 110 000 recensés. Le pourcentage théorique des insoumis s'élève sans doute à 44 %, mais ils ne sont plus recherchés par la gendarmerie ; certains « insoumis » sont d'ailleurs engagés comme supplétifs ou comme moniteurs de jeunesse (SFJA), et en février 1960, il est envisagé d'en encadrer 12 000 autres dans un service civique. Les effectifs des musulmans dans l'armée régulière s'élèvent à 88 000, dont 500 officiers, 4 500 sous-officiers et 61 000 appelés (21 000 sont en métropole ou dans les FFA). Alors qu'en 1954 l'armée française ne comptait que 51 officiers FSNA, dont l'avancement était limité au grade

39. Mohand Hamoumou, *Et ils sont devenus harkis*, Fayard, 1993 (adaptation de sa thèse de 1989 à l'EHESS : *Archéologie d'un silence*, p. 67 à 74 et 152 à 211 ; Mohamed Harbi, *op. cit.*, p. 208, 265 et 310. Le serment des harkis des Beni-Douala est rapporté par le général Jouhaud dans *Ô mon pays perdu*, p. 559.

40. 7 T 134, 250, 1 H 1311 à 1320. Voir courbes des effectifs en annexes 1, 2, 3 et 4.

de capitaine, à partir de 1958 un important effort de promotion est engagé. L'objectif initial de 10 % d'officiers musulmans (3 000) est jugé irréalisable par l'EMA, et le 9 décembre 1958, le Conseil supérieur de la guerre décide de former 100 officiers par an, et 3 000 sous-officiers supplémentaires. De 12 officiers supérieurs à la fin de 1958, on passe à 36 dont 2 colonels en octobre 1960 (nommés ensuite généraux). Le tableau ci-dessous illustre la progression de l'encadrement :

Dates	Officiers				Sous-officiers		
	Active	Orsa*	Contingent	Total	Active	Contingent	Total
Décembre 1957	42	38	6	86	2 467	206	2 673
Décembre 1958	208	30	77	315	2 715	212	2 927
Décembre 1959	213	90	81	384	3 247	420	3 667
Décembre 1960	250	77	180	507	3 750	750	4 500
Décembre 1961	320	130	250	700	4 039	625	4 664

* Officiers de réserve en situation d'activité.

A la même époque (début 1961), il existe 2 030 GAD avec 62 000 gardes armés de 28 000 fusils (32 800 en juillet 1961), 62 900 harkis dans 800 harkas, 8 600 gardes dans 101 GMS, 19 000 moghaznis auprès de 740 SAS et SAU. Le général de Boissieu estime que les effectifs des harkis ont atteint 66 000 à la fin de 1959, et que beaucoup étaient payés sur des crédits d'équipement. Les archives consultées ne confirment pas cette appréciation, à moins que l'on ne compte comme harkis les chefs des autodéfenses, rémunérés par décision du général Challe⁴¹.

Il convient d'ajouter aux effectifs armés les anciens combattants et les notables, dont 48 députés, 790 délégués spéciaux (maires désignés), et leurs conseillers, et une partie des 10 000 fonctionnaires en poste. En 1961, c'est donc au moins 250 000 musulmans, 1 million avec leurs familles, qui sont engagés dans la lutte contre le FLN.

Le chiffre des désertions constitue un instrument de mesure de la fidélité des combattants, soumis aux pressions contraires de l'armée et du FLN. Il y eut certes des défections, en relation avec les succès du FLN en 1955-1956. En revanche il y eut davantage de ralliements que de désertions en 1958-1959. C'est ainsi que le 21 mars 1959, une katiba de 156 djounoud, avec leurs armes et leur encadrement, franchit le barrage tunisien et se rallie au 3^e hussard près d'Ouenza. Malgré certaines contradictions entre les archives des différents bureaux de l'EMI, il est possible de faire un bilan des désertions, avec certitude pour les militaires régu-

41. 1 H 1209/1, 1268/1, 2028/5 et lettre du général de Boissieu du 9 juin 1993.

liers, avec une certaine marge d'erreur pour les supplétifs. Jusqu'à la fin de 1961, on décompte 9 332 déserteurs (5 368 avec armes), dont probablement 4 000 appelés et 3 000 supplétifs, soit 2,5 % des supplétifs, contre 6 100 ralliements, avec et sans armes, soit 10 % des effectifs maxima de l'ALN intérieure.

Les rapports de la DST et de la SM montrent qu'en 1961, 1 000 musulmans ont été impliqués dans des affaires de collusion. Par rapport aux effectifs de 1961 (180 000), on observe ainsi 0,5 % de collusions et 0,9 % de désertions. Les affirmations du général Buis, selon laquelle les harkis jouaient le double jeu, ont été contredites par ses subordonnés et par ses successeurs à la tête du secteur de Bordj Bou Arreridj⁴². Dans une guerre subversive où les combattants et leurs familles sont soumis aux menaces, à la propagande, et attachés par les liens du sang et de la religion, ces proportions sont presque insignifiantes. On ne juge pas la solidité d'un groupe social sur les déviances et les délinquances d'une minorité. Si la masse des supplétifs avait effectivement cotisé et pratiqué le double jeu, comment expliquer que le FLN les a « rackettés » après le cessez-le-feu, et massacrés après l'indépendance⁴³.

Les ordres de grandeur cités contredisent donc la légende d'une population totalement inféodée au FLN, ainsi que l'accusation de trahison portée par certains médias contre les harkis. Les données chiffrées montrent qu'il y avait trois à quatre fois plus de musulmans en armes du côté français que du côté de l'armée de libération. Face aux 200 000 combattants loyalistes, l'ALN n'a jamais dépassé 50 000 hommes armés, dont 32 000 en Tunisie et au Maroc ; il reste en janvier 1962 à l'intérieur, 3 400 réguliers et 12 000 auxiliaires, disposant de 6 000 fusils de guerre et de 5 000 fusils de chasse. Ces chiffres, extraits des archives du 2^e bureau, diffèrent sensiblement des données algériennes. Procédant par une extrapolation contestable à partir de la seule zone qu'il connaissait, l'universitaire Mohamed Tegua indique un effectif de 60 à 70 000 moudjahidines à l'intérieur en 1958, 30 à 35 000 en 1961. Cette évaluation de la source algérienne la plus sérieuse prend en compte tous les auxiliaires qui ne sont pas armés, et qui représentent 60 % des effectifs. Il observe une remontée des effectifs après le putsch, alors que le 2^e bureau situe cette progression à l'occasion de l'interruption des opérations offensives (mai à août 1961). Le ministère algérien des Anciens combattants, qui a abandonné la légende du million de martyrs, décompte en sept ans

42. Général Crémère, Le secteur de Bordj bou Arreridj et ses supplétifs en 1961-1962, in *Histoire et défense*, Montpellier, janvier 1993 ; Colonel Gélinet, Le quartier des Portes de fer et ses supplétifs en 1959-1961, in *Le Casar*, avril 1993.

43. 7 T 208, 1 H 1516, 1530/2, 1563/5, 1643-44, 1733/5. Voir tableau des désertions en annexe 5. Le décompte des désertions varie sensiblement selon les archives des bureaux de l'EMI. Les évaluations du 2^e bureau (1 H 1598 d1) sont supérieures à celles du 1^{er} bureau et de l'EMA (7 T 204, 1 H 1413 d1). Pour les supplétifs, celles du 5^e bureau (1 H 2456 d4) sont plus élevées que celles du 2^e bureau, qui semblent ne concerner que les harkis. Pour les années 1960 et 1961, on a calculé les désertions de supplétifs par différence entre le total du 2^e bureau et le nombre des militaires déserteurs du 1^{er} bureau.

336 748 combattants, dont 132 290 *djounoud*, et 152 863 tués. Ce dernier chiffre correspond sensiblement à l'évaluation française, ce qui semble indiquer qu'il comprend les auxiliaires (*moussebelines*) signalés par Tégua⁴⁴.

S'agissant des pertes enfin, il est faux de prétendre que les harkis servaient de *chair à canon* afin d'épargner la vie des appelés métropolitains⁴⁵. Sur 23 196 combattants morts pendant la guerre, dont 15 000 au combat ou par attentat, 2 320 sont des militaires musulmans, dont 1 345 tués au combat. Pour les supplétifs, les chiffres sont contradictoires : le maximum indiqué est de 3 267 tués au combat. Il n'y a donc pas 15 000 musulmans tués au combat, comme on l'a dit le 17 mai 1994 à l'Assemblée nationale. Le total des morts, au combat et par accident, s'établit à un peu plus de 6 500 musulmans, soit 28 % des pertes totales. Il est vrai que 1 500 autres ont disparu, sans qu'il soit possible de connaître leur sort. Il est vrai également que 16 000 civils musulmans, notables et anciens combattants, amis de la France, ont été tués par l'ALN et que 13 000 ont disparu. Ces Français musulmans étaient attachés par de multiples liens aux tirailleurs et aux supplétifs.

L'efficacité au combat des harkis est parfois mise en doute. Or les harkas étaient opérationnelles, en particulier celles des commandos de chasse qui nomadisaient dans les zones d'implantation rebelle. Connaissant le terrain comme leur poche, se déplaçant rapidement et en silence, les harkis étaient jour et nuit en embuscade et en « chouf » (observation à partir d'un emplacement camouflé). 44 % des harkis et 37 % des moghaznis sont engagés dans le corps d'armée de Constantine, là où la rébellion est la plus puissante. Toutes les harkas, sans doute, ne sont pas aussi efficaces que le commando Georges ou la harka de Foug Toub. Mais par leur seule présence, aux côtés des maghzens, des GMS et des autodéfenses, elles participaient à la pacification des villages, protégeaient leurs compatriotes des exactions de l'ALN, et parfois des repréailles de l'armée. Même « les soldats de pacotille, qui selon le général de Gaulle⁴⁶, faisaient la parade à la porte des SAS », jouaient un rôle primordial d'intermédiaire entre la population et l'armée.

Les rapports sur le moral confirment à la fois la confiance des autori-

44. 1 H 1598 et 1600. Voir courbe en annexe 4. Mohamed Tégua, *op. cit.*, estime surévalués les chiffres de *El Moudjahid* et déplore la non-ouverture des archives officielles de l'état-major algérien. Les nombreux documents récupérés par les 2^e bureaux français ne confirment pas l'évaluation de M. Tégua. Djemila Amrane dans *Les femmes algériennes dans la guerre*, p. 232, cite les statistiques du ministère algérien des anciens combattants.

45. H 1310 à 1318 et 1402/1. Le préfet du Var parle de « chair à canon » dans une lettre au ministre de l'Intérieur, du 18 juin 1975. La réponse aux questions du Sénat du 7 août 1986 fait le point des effectifs et des pertes (JO, p. 1127). Déclaration de Mme Aillaud à l'Assemblée nationale : 15 000 tués au combat et 65 000 blessés musulmans. Les pertes des militaires réguliers sont estimées de façon concordante par EMI/1 et EMA/1. Les pertes des supplétifs sont estimées par EMI/5 à deux fois celles des réguliers pour 1959 et 1960.

46. Déclaration citée par le bachaga Saïd Boualem dans *L'Algérie sans la France*, p. 75.

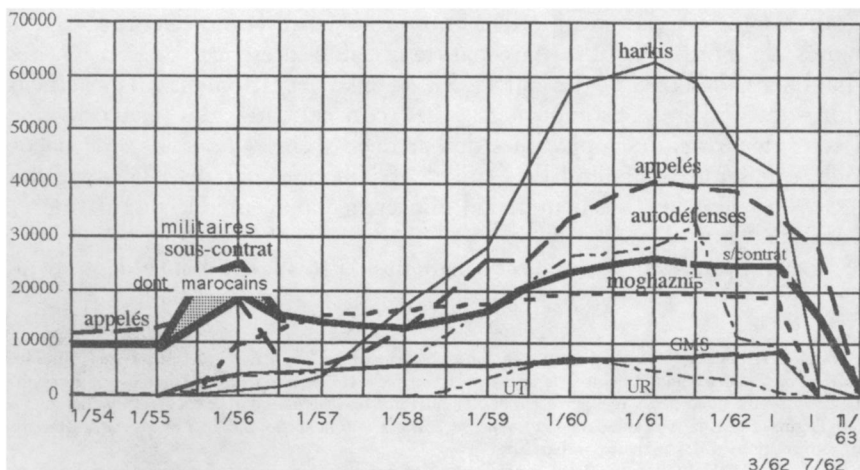
tés, et leur vigilance face aux inévitables collusions, en particulier avant 1958 et à partir de 1961. S'il est vrai qu'en 1955-1957, certains chefs militaires hésitent à engager en nombre des musulmans, à partir de 1958 les commandants de division et de corps d'armée, qui lisent aussi bien les rapports de sécurité militaire que ceux de leurs subordonnés, y sont tout à fait favorables. « Les harkis, disent-ils, constituent un important appoint... ils sont ardents et sûrs, dans la mesure où ils sont bien encadrés... faciles à commander... déterminés au combat contre le FLN... bien adaptés à leur unité, leur fidélité est éprouvée, etc. »⁴⁷

Les appréciations changent à partir de 1961 : « Le moral des combattants musulmans fléchit...ils expriment leur inquiétude en raison des négociations engagées... certains deviennent sensibles à la propagande du FLN et désertent », écrivent les préfets. Les désertions sont encore limitées en 1961, mais la situation se dégradera après le cessez-le-feu. A partir du moment où l'on donnait le pouvoir à leurs ennemis, les harkis ne servaient plus à rien.

(Deuxième partie à suivre.)

ANNEXE 1

Musulmans armés en Algérie, au service de la France Sahara inclus



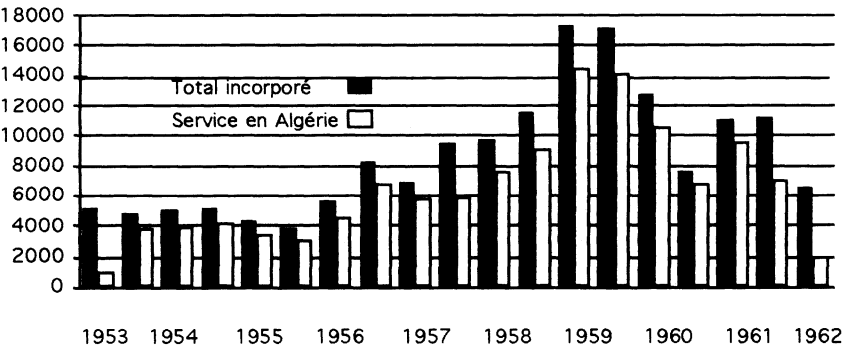
47. Les rapports sur le moral évoqués sont ceux des généraux Spillmann, Noiret, Salan, Massu, Challe, Olié, Gambiez, Vézinet, de Pouilly, Crépin, Gouraud, Jacquier, ainsi que les c.r. des préfets d'Alger et de Tizi Ouzou (MA 24 pour ces derniers). Ces rapports mériteraient une recherche approfondie (mémoire ou thèse).

Répartition des supplétifs par région

Régions	Harkis		Moghaznis		Autodéfenses juillet 1961	
	juin 1960	jan- vier 1961	juin 1960	jan- vier 1961	Fusils 8 mm	Fusils chasse
CA Alger	% 29,9	18 850	% 29,6	5 660	9 678	5 116
CA Oran	21,2	13 350	21,7	4 150	4 201	2 991
CA Constantine	44,6	28 100	37	7 075	4 010	6 440
Div. Sahara	4,1	2 600	11,5	2 200	428	
Total	100	62 900	100	19 120	18 317	14 547
Total des autodéfenses 32 864 armes pour 62 000 membres						

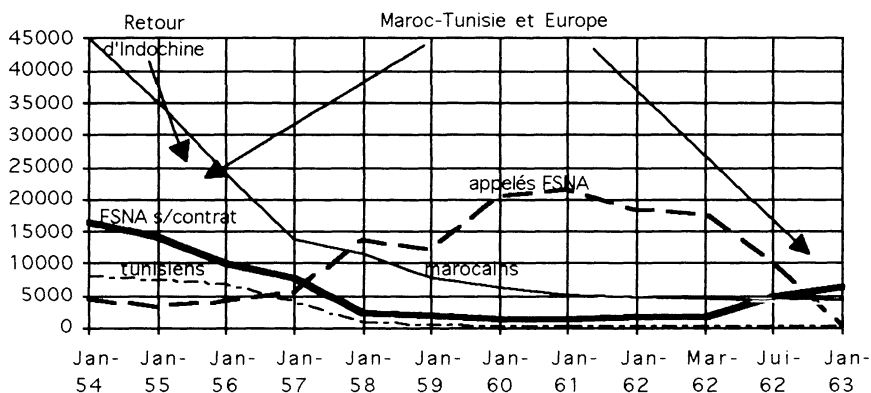
ANNEXE 2

FSNA incorporés



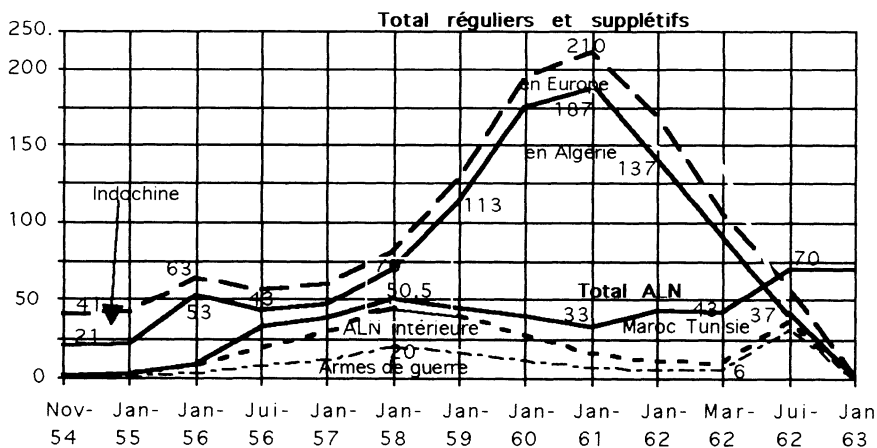
ANNEXE 3

Militaires maghrébins hors d'Algérie



ANNEXE 4

ALN et armée française



Source : EMI Alger, en milliers.

ANNEXE 5

Désertions de combattants musulmans, total avec et sans armes

	Années								Total
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	
Réguliers	34	414	1 339	964	1 042	846	623	832	6 143
Supplétifs		46	430	319	530	514	<i>a</i> 532	<i>a</i> 818	3 189
Total	34	460	1 769	1 283	1 572	1 360	1 155	1 650	9 332

Dont 5 368 avec armes

a = Par différence.

	Mois (1962)										Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Réguliers	92	135	645	1 971	1 339	925	522	245	166	15	6 055
Supplétifs	136	108	503	550	44	17	19				1 377
Total	228	243	1 148	2 521	1 383	942	541	245	166	15	7 432

Réguliers : 1 H 1402 *d1* et 7 T 204 ; Supplétifs : 1 H 2456 *d4* ; Total : les mêmes et 1 H 1598 *d1* ; Année 1962 : 1 H 1318-1319 et 1 H 2708 *d5*, sans compter 22 600 armes de la Force de l'Ordre, début juillet.

Annexe 6

Décisions relatives aux Français musulmans
de novembre 1954 au 19 mars 1962

Dates	Autorités	Décisions
Nov. 1954	Commune Arris	Armement 50 harkis Agha Marchi
24-1-1955	Gouv. Gal Alg.	Arrêté créant 34 GMPR
été 1955	Général Parlange	Création SAS dans l'Aurès
5 et 26-9-1955	Gouv. Gal Alg.	Arrêtés créant SAS et Service affaires algériennes
4-7-1955	CS Lorillot	Augmenter pourcentage européens dans régiments tirailleurs
6-12-1955	Gouv. Gén. Alg.	Instruction sur l'administration des SAS
8-2-1956	CS Lorillot	Mise sur pied 1 harka par quartier opérationnel
27-11-1956	Gouv. Gal Alg.	Arrêté de création des sections administratives urbaines (SAU)
19-10-1957	CSFA Salan	Note sur réorganisation forces supplétives
7-7-1958	CSFA Salan	Instruction n° 2 sur intégration des FSNA sans discrimination
7-9-1958	CSFA Salan	NdS limitant à 30 000 les harkis pour raisons budgétaires
27-10-1958	Minarmées	Décret : recrutement harkis ayant accompli service actif
7-12-1958	CSFA Salan	Note sur politique musulmane : + 15 000 EV 1 ^{er} trimestre 1959 : 5 000 appelés
Déc. 1958	Général de Gaulle	Accorde à général Challe 60 000 harkis
20-2-1959	DGG Cabmil	Note sur administration des harkis
1-6-1959	CSFA Challe	NdS : multiplier les harkas en raison services exceptionnels rendus
2-9-1959	Premier ministre	Décret : 680 SAS pour renforcer administration civile de l'Algérie
2-12-1959	CSFA Challe	Note : autodéfenses élément essentiel de conquête population
7 et 9-12-1959	CSFA Challe	Directives sur politique musulmane en 1960 : 160 000 sous les armes et centre formation cadres autodéfenses par secteur
11-2-1960	Minarmées	UT dissoutes, remplacées par unités <i>bis</i> de réserve (3 450 Assès)
6-4-1960	CSFA Challe	Instruction pour centres formation cadres autodéfenses
9-7-1960	CSFA Crépin	Propose plafond 62 000 harkis en 1961
21-10-1960	CSFA/EMI/4	Instruction relative à l'administration des harkas
1-11-1960	CSFA/EMI/5	Fiche-synthèse sur les musulmans dans l'armée
5-11-1960	Cté Aff. algér.	SAS doivent être réformées
30-1-1961	CSFA/EMI/Mor.	NdS sur reclassement des harkis. Création 13 GMS envisagée
18-1-1961	Cté Aff. algér.	SAS déchargées activités de maintien de l'ordre
30-3-1961	Minarmées	Décret assimilant services supplétifs et militaires
26-6-1961	Cté Aff. algér.	Décision réduisant effectifs harkas et autodéfenses

Dates	Autorités	Décisions
11-7-1961	Dél.Gal Algérie	Création 9 GMS en 1961
23-8-1961	Cté Aff. algér.	Décision ramener à 45 000 harkis fin 1961
26-9-1961	Cté Aff. algér.	Décision créer une « force algérienne »
6-11-1961	SE Aff. algér.	Décret sur nouveau statut des forces supplétives
14-12-1961	Cté Aff. algér.	Décision : transformer SAS en centres d'aide administrative
24-12-1961	CSFA/EMI	Plan Obélisque en prévision incidents au cessez-le-feu.
15-1-1962	SE Aff. algér.	Note fixant les conditions du licenciement des supplétifs
8-2-1962	Cté Aff. algér.	Décision : Force de l'ordre avec ou sans GMS
22-2-1962	Minarmées	Possibilité recasement supplétifs en métropole
27-2-1962	CSFA/EMI/Mor.	Définition des trois solutions offertes aux supplétifs
8-3-1962	Minarmées	Communiqué : Avenir des FSNA, recasement en France possible, mais...
13-3-1962	CSFA/EMI	Dissolution progressive des harkas
15-3-1962	Minarmées	Note pour préparation centres regroupement en Algérie